



JOYCE CAROL OATES
L'AMÉRIQUE DE DEMAIN VUE
PAR LA GRANDE ROMANCIÈRE
PAGE 4



JEAN-PAUL KAUFFMANN
DÉAMBULATION
DANS UNE VENISE SECRÈTE
PAGE 5

Les provinces se rebiffent

DOSSIER Le réveil du sentiment régional risque-t-il de fragmenter l'unité de la France? De nombreux ouvrages s'intéressent à l'histoire des « petites patries ».

PAGES 2 ET 3



Le 31 mars 2012, 30 000 personnes manifestent à Toulouse sur la place du Capitole pour la défense de la langue et de la culture occitane.

YOHAN TERRAZA/HANS LUCAS/APPFORUM, FREDÉRIC LANCELOT/DIVERGENCE, JUSTIN COHEN

La nuit de novembre

CE FURENT de ces jours qui ébranlèrent le monde. Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombait. Depuis près de trente ans, il coupait en deux la capitale allemande et bien plus symboliquement séparait le monde libre du bloc communiste.

Cet événement, les historiens l'ont raconté en analysant ses causes politiques, économiques, internationales. C'est en romancière que Christine de Mazières l'aborde. Elle ne choisit pas de travailler en vue panoramique mais par fragments: autant d'éclats analogues à ces morceaux de mur que les acteurs de la nuit de novembre ont arrachés et conservés comme des reliques: les pierres de rosette de la liberté.

Ils s'appellent Micha, Niklas, Karl, Lorenz, ce sont des Allemands ordinaires ou peu s'en faut. Tous, ils viennent d'entendre les mots prononcés par le porte-parole du bureau politique interrogé sur la possibilité pour les Allemands de l'Est de voyager et même quitter le pays « *dès maintenant* ». Ces mots se répandent en ville, provoquant un afflux de monde au poste frontière menant à l'Ouest. Le songe d'un monde clos, protégé du capitalisme venimeux, est en train de se dissiper. Anna est de retour à Berlin. Mais elle ne

peut pas oublier un séjour insolite à Berlin-Est, quatre ans plus tôt. Micha se souvient d'une jolie Française qui apportait dans son sac un air frais: ensemble ils avaient parlé de Rimbaud: l'homme aux semelles de vent capable de franchir les barbelés par le seul pouvoir de la poésie. Micha est marqué à jamais par sa tentative d'évasion qui s'est soldée par un échec; la disparition de son ami Tobias hante ses nuits. Micha a été repris, et depuis, le régime l'a à l'œil.



LA CHRONIQUE
d'Etienne
de Montety

L'auteur nous guide dans la ville avec dextérité. Arrive-t-on en avion, on aperçoit Wannsee et l'île aux Paons. En train, c'est par la gare de la Friedrichstrasse (le « palais des larmes », témoin de tant de séparations). Autant que l'histoire, la géographie, l'architecture intime de la ville jouent leur rôle dans ce roman de mots et d'images.

Mais l'important ici, ce sont les personnages: ils existent d'abord par leurs voix. Celles, réglementaires et paniquées, des

autorités est-allemandes, celles des jeunes Allemands portant un immense espoir. Celle gouailleuse de Josiah, et, enfin, blanche et innocente, celle de Niklas - le personnage le plus mystérieux et peut-être la clé de ce beau roman plein d'humanité.

Au fil des pages, l'intrigue se noue. Les voix se rapprochent pour former non pas un chœur, mais une symphonie. Les liens de Micha avec Anna s'éclaircissent. Comme ceux qui le lient aux fonctionnaires chargés de leur surveillance. S'insèrent l'amitié, l'amour, les ruptures - on n'ose trop en dire, de peur d'altérer la note fragile sur laquelle ce roman repose.

Du bloc apparemment monolithique de la RDA se détachent des visages, des caractères et des histoires. Ils sont réfractaires ou *apparatchiks*, mais, n'en déplaise à la doxa marxiste, ce sont leurs destins individuels, leurs passions, leur audace, leurs lâchetés qui vont faire l'histoire - et donner à Christine de Mazières la matière d'un magnifique roman. ■



TROIS JOURS À BERLIN
De Christine
de Mazières,
Sabine Wespieser
éditeur,
180 p., 18 €.

L'Observatoire

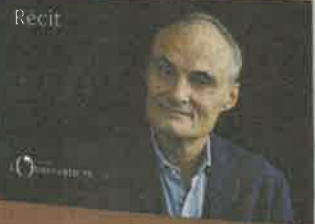
« Le roman du XX^e siècle.
Un plaidoyer pour la liberté. »

Anne Fulda, *Le Figaro*

Philippe
Val

Tu finiras clochard
comme ton Zola

Recit



DOSSIER
À l'heure
où ressurgissent
les différences
régionales,
gommées par l'idéal
d'unité nationale,
l'historien Olivier
Grenouilleau
retrace l'histoire
des relations
tendues entre Paris
et les provinces.



Les petites patries menacent-elles

PAUL-FRANÇOIS PAOLI

PROVINCE, provincial : ces deux mots sont depuis longtemps chargés d'ambiguïté. La province est tout à la fois une passion ou un refuge, mais c'est aussi, aux yeux de certains, un repoussoir. Bretons, Normands, Corses, Auvergnats, etc., nous chérissons nos « petites patries », mais aimerions-nous y vivre à plein temps après avoir contracté le goût des grandes villes ? Rien n'est moins sûr.

À l'heure où l'on n'a jamais autant parlé du clivage entre la « France périphérique » et Paris, ville où défilent depuis des semaines des « gilets jaunes » qui ne sont pas toujours d'une civilité exemplaire, le livre de Grenouilleau tombe bien.

Dans *Nos petites patries. Identités régionales et État central, en France, des origines à nos jours*, l'historien tente de remonter aux sources d'un de nos maux récurrents : le clivage quasi anthropologique qui existe entre Paris, la capitale, mot qui est déjà tout un programme, et ces régions qui se sont souvent senties victimes d'une condescendance loin d'être légendaire. « *Le républicain profondément attaché à l'unité nationale que je suis*, écrit l'auteur, *ne peut s'y résoudre. Tout sentiment d'appartenance peut et doit être étudié rationnellement. Qu'ils soient nationaux ou régionaux, tous sont légitimes à leur manière. Tous ont été construits, tous ont évolué.* »

Épris de rigueur et fuyant les polémiques, Grenouilleau fait un sort au dualisme paresseux de ceux

qui ont divisé une fois pour toutes la France en deux sensibilités antagonistes : les « jacobins », épris de centralisme autoritaire, et les « Girondins », d'autonomie. N'en déplaise à Michel Onfray, l'histoire n'obéit pas à des schémas aussi binaires. Grenouilleau montre que le mépris à l'endroit de la province « attardée » ou « ringarde » a précédé la Révolution, qui, rappelle-t-il, a commencé en province. Ce snobisme social était déjà, depuis longtemps, le fait de la Cour à Versailles. Quant au centralisme, il n'est évidemment pas une création du jacobinisme mais de la

monarchie, notamment depuis Louis XIV.

En 1791, la première Constitution proclame « le royaume un et indivisible ». Ce que parachève la Révolution, c'est l'hégémonie du français comme langue nationale. « *Le 13 août 1790, un formulaire est envoyé en province afin de mesurer le degré de compréhension du français. Son rapport du 4 juin 1794 établit qu'un tiers des Français utilisent à peu près correctement la langue, un tiers maladroitement, un tiers quasiment pas du tout.* »

Quant au régionalisme, qui se développe tout au long du

XIX^e siècle, il est bien plus lié à une sensibilité antimoderne qu'à une idéologie politique. Le romantisme n'y est pas étranger, en Bretagne notamment, mais aussi en Corse, à travers Mérimée et le personnage de Colomba. Comme toutes les valeurs, la « petite patrie » évolue dans le temps. Si les régionalistes sont traditionalistes, par exemple à travers le Félibrige de Frédéric Mistral, ils ne sont pas exclusivement de droite, influencés qu'ils sont par Proudhon.

Grenouilleau rappelle aussi, c'est l'un des apports les plus originaux

de son livre, que des jacobins aussi convaincus que Clemenceau n'étaient pas opposés de façon dogmatique à l'idée fédéraliste. Ce qu'ils craignaient, c'était le pouvoir de l'Église sur les provinces, le fameux « pouvoir clérical ». De son côté, l'Église catholique sera sensible à la thématique du déracinement et se méfiera d'une modernité éradicatrice. Avait-elle tort, quand on lit ce qu'écrivait Engels, le fameux compère de Marx, en 1840 : « *Écossais, Basques, Bretons, ces débris d'une nation écrasée sans pitié par la marche de l'histoire, ces déchets des peuples restent jusqu'à*

Des jacobins aussi convaincus que Clemenceau n'étaient pas opposés de façon dogmatique à l'idée fédéraliste

Le monde vu de Limoges

JACQUES DE SAINT VICTOR

COMMENT les Français « d'en bas », habitant le Centre de la France, voyaient-ils les années 1930 ? C'est un exercice très délicat en histoire de sonder les reins et les cœurs d'une province française, tout au moins avant l'irruption des sondages, qui se développent après 1939.

En 1967, le grand historien Alain Corbin a eu la bonne idée de recueillir auprès des habitants du Limousin leurs souvenirs des années 1930. Leurs témoignages dessinent le portrait d'une petite région de France qui remet en cause bien des stéréotypes.

À l'époque, le grand homme de Limoges est un certain Léon Betoulle, député maire issu de la

SFIO qui jouit d'une grande popularité ; on parlera de « socialisme betouillard ». Il aura beau voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940, comme nombre de ses collègues de la Chambre du Front populaire, les habitants de Limoges ne lui en tiendront pas rigueur puisqu'il sera réélu maire après 1947 et jusqu'à sa mort. C'était le roi du « petit plaçou », disait-on alors, ce qui souligne bien les ambiguïtés des Français. Ils dénoncent cette politique clientéliste tout en courant les passe-droits. Betoulle a incarné le « socialisme limousin », une tendance très modérée de la Grande Maison, qui correspond bien à une société du centre rural de la France, « peu sensible au prestige de la richesse ou de la culture, presque totalement insensible à l'influence du clergé ».

PAROLES DE FRANÇAIS ANONYMES, AU CŒUR DES ANNÉES 30
D'Alain Corbin,
Albin Michel,
225 p., 18 €.



L'enquête s'ouvre par l'affaire Stavisky et ses conséquences politiques, la manifestation sanglante du 6 février 1934. Un coiffeur résume : « *Ce qui dominait ici, c'était la confusion.* » On ne sait si c'est un « coup de droite ou de gauche ». En revanche, cette terre du Centre est très au fait de tous les événements de politique étrangère. Corbin note : « *le degré d'information est très élevé* », ce qui tranche avec l'image qu'on se fait du Français seulement tourné vers sa « petite patrie ». À cette époque, les habitants du Limousin se passionnent pour la guerre d'Éthiopie, les impuissances de la SDN, que certains qualifient de « *Syndicat des Nouilles* », et pour les erreurs d'Aristide Briand qui a suscité une grande désillusion après avoir nourri tant d'espoir. D'autres sont plus rudes : « *Je n'ai jamais cru à la*

SDN car j'ai toujours cru à la revanche pour les Allemands. »

Chez les Français du Centre, le bon sens paysan est plus fort que le pacifisme. Ils ne sont pas des Européens idolâtres mais pas non plus les ennemis de tous. Ils apprécient le travail des Italiens, se méfient des Anglais - « *des Alliés mais pas de grands amis* » -, reconnaissant leur grande rouerie - « *ils sont plus malins que tout le monde* ». Sur les Allemands, les avis sont paradoxaux. Près de 80 % pensent que le traité de Versailles a été trop doux avec l'Allemagne, qui aurait dû être divisée en quatre États, et non laissée intacte - beaucoup pensent que c'est « *à cause des Américains* » -, mais, dans le même temps, les Allemands sont estimés car ce sont d'excellents soldats, les meilleurs avec les Français, disent-ils.

La France menacée de fragmentation intérieure

GÉOGRAPHIE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

D'Alphée Roche-Noël,
Cerf,
132 p., 12 €.

ALPHÉE ROCHE-NOËL
Géographie de l'histoire de France



JEAN-MARC BASTIÈRE

CHAQUE Français possède, inscrit dans la prime enfance, son image de la France, surgie « *telle une Atlantide brumeuse* ». Mais pour comprendre son pays, il faut dépasser le sensible. Telle est l'ambition d'Alphée Roche-Noël, qui est né à Paris, sur l'île de la Cité et qui est aujourd'hui conseiller du XV^e arrondissement de la capitale : rechercher les clefs d'une intelligibilité renouvelée en interrogeant la France qu'on a sous les yeux. Réinventer, en somme, la « géographie » de son histoire. Ce petit livre stimulant, décapant,

un tantinet conceptuel, et aussi parfois partisan, se veut une réponse à la crise du sentiment national. La France, « *tout à la fois valeur caduque et valeur refuge* », « *tiraillée* » entre une « *Europe à la dérive et une représentation rétrécie d'elle-même* », est menacée de « *fragmentation intérieure* ». Au mythe fondateur aurait ainsi succédé le « néant ». La France, se demande l'auteur, a-t-elle encore quelque chose à nous dire ? Il interroge successivement le territoire, le peuple, la langue et la mémoire.

La géographie physique, écrit-il, a fait la France et l'État l'a ordonné. Ce qu'on appelle l'« Hexagone » repose pour partie sur un

espace préexistant, antique et immémorial, pourtant pénétré de diversité et contredit par l'adjonction des outre-mer. Aujourd'hui, cette réalité s'écaïlle, se morcelle. Ce que révèle l'abandon d'une France périphérique. Quant au « peuple », le discours politique l'a engagé ces dernières décennies à se regarder dans ses différences supposées irréductibles plutôt que dans la « fraternité » républicaine. La langue, elle, a été ordonnée par l'Ancien Régime en même temps que l'a été le territoire, mouvement accompli par la Révolution. Tandis que la mémoire collective est le « dénominateur commun », l'essayiste s'insurge à juste titre contre la « concurrence mémorielle », qui partage le territoire comme elle « *met en pièces* » le récit national. En affirmant l'impossibilité d'un passé commun, on se ferme le présent et l'avenir.

Égalité univoque et étouffante

Le livre apparaît comme un plaidoyer pour une « *nation-égalité* », en référence à Michelet pour lequel l'« *appel d'égalité* » marqua « *l'ère véritable de la naissance du peuple* ». Autant cette thèse est féconde et dynamique quand elle évoque l'égalité d'être, pierre angulaire d'un universalisme français et d'une mémoire nationale qui ne peut exister qu'en dialogue avec le monde, autant elle suscite

notre méfiance lorsque l'auteur semble avaliser l'idée que la volonté générale « *tend absolument à l'égalité* ». Une égalité univoque et étouffante, pensons-nous, qui peut dissoudre toute liberté et être d'essence totalitaire. L'égalité qui, dit-il encore, dans l'exercice des droits politiques ne peut exister que par l'égalité des conditions. À cette notion, qui peut s'interpréter de bien des manières, y compris les plus liberticides et spoliatrices, nous aurions préféré un plaidoyer moins équivoque pour une reviviscence des classes moyennes, dont la disparition menacerait la stabilité même de la démocratie. Aristote le disait déjà. ■



de dos à ses « petites patries » que Mirabeau demandait, en 1789, comme un « agrégat inconstitué de peuples désunis ». Avec la crise de nos identités, de nombreux Français retrouvent le goût de leur région. Plusieurs ouvrages s'interrogent sur ce phénomène. Est-ce un simple rempart contre le rouleau compresseur d'une « modernité » niveleuse ? Ou faut-il s'inquiéter d'un certain « ethno-régionalisme » ?

L'ÉVÉNEMENT
littéraire

À la recherche des villages perdus

« **N**OUS avons connu un peuple que l'on ne reverra jamais », disait Péguy à propos de la vieille civilisation villageoise, cette France aux trente-six mille « petites patries » qui, aux yeux du grand écrivain, aurait disparu au tournant du XX^e siècle.

En ce début du XXI^e siècle, l'historien Jean-Pierre Rioux a repris la plume pour nous coriduire dans un tour de France des villages, apparus dès l'époque romaine (par opposition aux villes, le *villagium* se définissait comme un « lieu non fermé de murailles »).

L'auteur n'a pas choisi les villages les plus emblématiques, mais ceux qui ont été l'objet d'études, depuis le village de Montailou, célèbre par le best-seller de Le Roy-Ladurie, jusqu'à Bruère-Alli-champs, considéré comme le cœur de la France, avec sa colonne romaine encore dressée sur la place du village, en passant par Semur, étudié par Régine Robin à la veille de la Révolution. Jean-Pierre Rioux s'intéresse aussi à un village mythique comme Rognes, celui de *La Terre de Zola*, ou à Ars, le village du célèbre curé.

Son livre est une balade édifiante qui mélange histoire et souvenirs, permettant de retrouver les gran-

des étapes de la formation de la nation. En musardant par les chemins vicinaux, Rioux nous offre le beau portrait d'un pays dont la littérature s'est nourrie d'une certaine nostalgie rurale, sans en masquer la dureté, du *Médecin de campagne* de Balzac à *Visites aux paysans* du Centre de Daniel Halévy, en passant par *La Terre qui meurt* de René Bazin, *Jacquou le Croquant* d'Eugène Roy et *Clochemerle* de Gabriel Chevallier. Il évoque aussi des travaux savants, *Les Caractères originaux de l'histoire rurale française* de Marc Bloch ou *Les Traditions sociales dans les pays de France* de Philippe Ariès, qui considérait en 1943 les paysans comme les garants de l'unité nationale.

Décentralisation

Après 1960, la modernisation des campagnes renforce la nostalgie d'un monde qui passe. Un certain nombre d'œuvres en témoignent, notamment *Le Cheval d'orgueil* de Pierre-Jakez Hélias ou *La Billebaude* d'Henri Vincenot, ainsi que

les deux volumes de Pascal Dibie qui, dans *Le Village retrouvé* (1979) puis *le Village métamorphosé* (2006), analyse à trente ans de distance les « décolorations » de cette France rurale à travers l'exemple de son village bourguignon de Chichery.

Bien avant Christophe Guilluy, Pascal Dibie avait noté la « rurbanisation » des campagnes, la solitude, les commerces qui ferment, la mutation en cité-dortoir, la fausse « invention de la tradition », avec de pseudo-fêtes censées rappeler « le bon vieux temps », la violence de la soumission au marché qui défigure jusqu'aux entrées de ces villages jadis si charmants et

que Du Bellay comparait à « une province et beaucoup davantage ».

Quel air ont-ils désormais, ces bourgs de France, avec ces innombrables ronds-points défigurés par d'horribles sculptures ? On ne dira jamais assez tout le mal qu'a fait la décentralisation sur le plan esthétique. « Ici, comme dit le maire de Chichery, c'est la mentalité qui est finie. » ■ **J. S. V.**

NOS VILLAGES. AU CŒUR DE L'HISTOIRE DES FRANÇAIS
De Jean-Pierre Rioux, Tallandier, 336 p., 20,90 €.



la nation ?

leur complète extermination ou dénationalisation, les suppôts fanatiques de la contre-révolution. » Lénine et Staline retiendront la leçon.

Si, entre les deux guerres, les régionalismes corse, breton, alsacien ou flamand se durcissent jusqu'à devenir séparatistes et flirter avec le fascisme, les années 60 voient ces mouvements identitaires se gauchiser en s'assimilant à des peuples colonisés. Grenouilleau rappelle le rôle de Michel Rocard en particulier dans cette évolution.

Quant à de Gaulle, que l'on a trop souvent dépeint en jacobin, il

reconsidère la question en 1968. « Influencé par Barrès et Maurras mais aussi par la démocratie chrétienne, de Gaulle pense de plus en plus, par pragmatisme, qu'il faut aller de l'avant en matière régionale », rappelle l'auteur. Et de citer celui qui déclarait à Lyon le 24 mars 1968 : « L'effort multiséculaire de centralisation qui fut longtemps nécessaire pour réaliser et maintenir l'unité nationale [...] ne s'impose plus désormais. » Pense-t-il la même chose aujourd'hui, à l'aune d'une mondialisation qui déstabilise les vieilles nations ? Pas sûr. ■

souvenir n'avait guère été transformé par les événements ultérieurs. » Il y avait eu une « décantation », effaçant certaines nuances, précise l'historien, mais l'essentiel restait intact. Comme si ces années avaient fortement marqué les Français.

Au total, cette incursion dans une région oubliée, celle du Limousin d'avant la Seconde Guerre mondiale, offre un témoignage touchant de la France provinciale, au fond bien plus ouverte qu'on ne l'imaginait sur le monde. Le provincialisme renforçait même les solidarités aujourd'hui bien oubliées. Ainsi un voyageur de commerce regrette-t-il : « Avant guerre, il y avait des tables d'hôtes, aujourd'hui, dans les restaurants, c'est la table individuelle ; le type arrive, il s'installe et il lit son journal. » C'était mieux avant ? ■

De nombreux habitants du Centre se souviennent d'avoir nourri beaucoup d'espoirs en 1936 dans le Front populaire et, plus encore, dans la figure de Léon Blum, bourgeois esthète et assez fragile qui, pour cette raison même, suscite une certaine empathie, contrairement à ce qu'on pourrait attendre d'un peuple « viriliste ». Le judaïsme de Blum, note Corbin, est peu évoqué, « moins peut-être qu'on aurait pu le penser ». Il y a quelques propos antisémites, précise l'historien, mais ils sont rares. Avons-nous une bonne appréhension des Années sombres, tout au moins en province ?

Région ouverte sur le monde

Alain Corbin est étonné de la précision de ces témoignages des Français : « Le passé se trouvait structuré dans leur mémoire et le

Les provinces françaises, vignettes publicitaires à collectionner du cirage Éclipse, avant 1950. GUSMAN/LEEMAGE

NOS PETITES PATRIES
D'Olivier Grenouilleau, Gallimard, 288 p., 22 €.



L'idéal fédéraliste selon les anarchistes

SÉBASTIEN LAPAQUE

PAS FACILE, lorsque l'on est socialiste libertaire, adjoint au maire du IV^e arrondissement, élu au Conseil de la Com-

mune le 26 mars 1871 et enfermé dans Paris assiégé par les Prussiens, d'être partisan de la collégialité. En avril, le Comité de salut public, mis en place sur le modèle de l'appareil répressif de la Convention lors de la guerre sans pitié que les Jacobins ont déclarée aux Girondins en 1793, a écarté des affaires la fraction du Conseil de la Commune favorable à une ligne antiétatique, antimilitariste, antiparlementaire et anti-autoritaire.

« Ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les

hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, de surveillants et de comptables », jure Lénine dans *L'État et la Révolution* en 1917.

Des grandeurs et misères de l'idée communale, autogestionnaire, socialiste et anarchiste, qui eut plus à souffrir, depuis un siècle et demi, des communistes que de la bourgeoisie, Arthur Arnould (1833-1895) rend compte dans son *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*. Né à Dieuze, en Lorraine, le 17 avril 1833, monté à Paris pour y mener des études de médecine rapidement abandonnées, devenu journaliste dans la presse d'opposition à l'Empire, Arthur Arnould a 37 ans au moment du déclenchement de la Commune.

L'ami de Jules Vallès auquel il s'est lié pendant ses études se range parmi les partisans de l'idée fédérale chère à Proudhon, mort en 1865, qui refusent l'autorité centralisatrice de l'État et entendent lui substituer une union de collectivités autonomes librement associées. Un projet exposé par Arthur Ar-

nould après les événements de 1871 dans *L'État et la Révolution*, un livre dont Lénine a repris le titre pour lui donner tort – et, pire encore, pour l'effacer des mémoires. Mais le souvenir s'obstine. Un siècle et demi plus tard, Marx est mort à son tour après avoir tenté d'enterrer Proudhon, les marxismes ont muté et il est intéressant de réentendre les débats politiques et sociaux de ces années de poudre.

Question sociale jamais résolue

La ligne de fracture entre la majorité et la minorité au sein du Conseil de la Commune – 45 membres contre 23 lors de l'instauration du Comité de salut public le 20 avril – a reproduit l'opposition entre Karl Marx et Mikhaïl Bakounine au sein de l'Association internationale des travailleurs. C'est bien la question sociale, toujours posée, jamais résolue, qui est au centre de toutes ces querelles. Hostiles à une armée incapable de gagner une bataille depuis Napoléon, à une Église catholique placée au service du bourgeois haïsseur et destructeur du Paradis, à la domination du patronat et à la tyrannie de la rente, Arthur Arnould et ses amis entendaient la résoudre sans recourir à une institution dictatoriale. On demande des anarchistes ! ■

HISTOIRE POPULAIRE ET PARLEMENTAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS
D'Arthur Arnould, préface de Bernard Noël, Klincksieck, 282 p., 27 €.

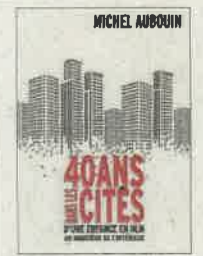


Les cités au bord de la sécession

40 ANS DANS LES CITÉS, D'UNE ENFANCE EN HLM AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

De Michel Aubouin, Presses de la Cité, 278 p., 18 €.

En librairie le 14 mars.



ÉDOUARD DE MARESCHAL
edemareschal@lefigaro.fr

VOILÀ des années que l'on s'accorde sur les maux qui rongent les banlieues françaises. Encore faut-il savoir poser des mots dessus. En la matière, le témoignage de Michel Aubouin est fin, mesuré et lucide sur la situation actuelle des « quartiers ». L'auteur maîtrise bien son sujet : de son enfance en HLM à sa carrière dans la préfectorale, Michel Aubouin a passé quarante ans ou presque au contact des cités françaises. Une expérience qui lui permet de rappeler que, dans les années 1950, ces constructions de

béton représentaient le summum de la modernité, quand beaucoup de Français vivaient encore sans eau courante, ni électricité ou réfrigérateur. Les parents de Michel Aubouin furent de ceux-ci.

Mais très vite, les faiblesses structurelles de ces grands ensembles ont éclaté au grand jour, avant de devenir insurmontables. Ils ont été construits trop vite, avec de mauvais matériaux, trop loin des centres-villes par des architectes-urbanistes qui ont cru pouvoir réinventer la « cité idéale » au milieu de nulle part. Dès les années 1970, la tournure des événements a montré que l'enfer était pavé de bonnes intentions. La Grande Borne de Grigny – sur laquelle Michel

Aubouin a rendu un rapport de fond en juillet 2016 à la demande du premier ministre, Manuel Valls – en est un exemple éloquent.

Démocratie locale

Pourtant, tout ne peut s'expliquer par le seul prisme de l'urbanisme. Michel Aubouin situe le premier basculement au choc pétrolier de 1973. Malgré l'apparition du chômage de masse, l'immigration professionnelle, qui avait démarré dans les années 1920, se poursuit, essentiellement en provenance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Le second basculement, majeur, intervient le 29 avril 1976 avec le décret sur le regroupement familial, qui ouvre l'ère d'une immi-

gration de peuplement. Dans ces cités où les pères ont perdu leur travail et donc leur autorité, les enfants sont livrés à eux-mêmes et ces familles du Maghreb, puis d'Afrique subsaharienne, s'enfoncent dans la misère et l'exclusion. À cela s'ajoutent la prolifération des trafics de drogue et la montée d'un islam rigoriste, identitaire voire terroriste.

Depuis ce processus de désintégration, les cités sont devenues le « talon d'Achille » de la France. Comme Amedy Coulibaly, qui a grandi à la Grande Borne, plusieurs terroristes sont passés par les banlieues et les prisons françaises. Aujourd'hui, Michel Aubouin estime que ces quartiers for-

ment un ensemble de 500 enclaves sur le territoire national, où les risques de soulèvement incontrôlé sont réels. Il reste cependant des raisons d'espérer, selon lui, à condition de prendre des mesures radicales : réduire le nombre de HLM, établir des baux à durée limitée résiliables en cas de manquement grave ; instaurer une politique migratoire maîtrisée, restreindre l'accès à la nationalité française... Mais aussi réformer la démocratie locale, pourquoi pas en transformant certains de ces quartiers en communes à part entière afin que ces populations soient mieux représentées. C'est à ce prix que la sécession peut encore être évitée. ■